



Avis conforme N°2025-285

Saisine par autorité administrative : Métropole Nice Côte d'Azur pour le compte de la commune de Valdeblore
Numéro de dossier : DP 006 153 25 P0015
Pétitionnaire : CHABERT Jordann
Adresse : Vacherie de Chastillon, Isolà 2000
Nature de la demande : Travaux en cœur de Parc national destinés à constituer les annexes d'un bâtiment à usage d'habitation
Intitulé du projet : Travaux sur une construction existante : démontage d'un hangar en bois et réalisation d'une terrasse en lieu et place
Localisation : Hameau de Mollières - Valdeblore – parcelle cadastrale section 000L0377

La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 16 juillet 2025,

Considérant la déclaration préalable DP n°006 153 25 P0015 déposée le 16 mai 2025 par Monsieur CHABERT Jordann et la demande d'avis conforme reçue le 16 mai 2025,

Considérant la demande de pièces complémentaires en date du 30 mai 2025 émise par le service instructeur,

Considérant que le projet porte sur la démolition d'un hangar en bois en état de délabrement, annexe mitoyenne d'un bâtiment d'habitation sis au hameau de Mollières sur la commune de Valdeblore et à son remplacement par un dallage en pierres de luserne de plein pied (dallage de 15 cm de hauteur et de 6 cm par 4 sur 24 m², surface initiale du hangar),

Considérant que ces travaux peuvent s'apparenter à une « restauration progressive », telle que le prévoit l'objectif XVII de la charte du Parc national - « protéger et sauvegarder le patrimoine bâti »,

Considérant toutefois que pour répondre aux exigences paysagères et qualitatives de cet objectif, il convient que le projet soit adapté en terme de formes architecturales et de matériaux mise en œuvre,

Considérant donc la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur concours avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour émet un avis conforme favorable à la démolition d'un hangar en bois en état de délabrement, annexe mitoyenne d'un bâtiment d'habitation sis au hameau de Mollières sur la commune de Valdeblone et à son remplacement par un dallage en pierres de luserne de plein pied, travaux objets de la déclaration préalable DP n°006 153 25 P0015 déposée le 16 mai 2025 par Monsieur CHABERT Jordann.

Article 2 : Prescriptions

Le présent avis conforme est assorti des prescriptions suivantes :

• Prescriptions relatives à l'organisation et au déroulement général du chantier

2.1. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux réunions de chantier, notamment à la réunion d'ouverture et à celle de recollement.

Contacts : Service territorial Vesubie

chef de S.T : LACOSTE romain (romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : LURION Raphaël (raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr)

2.2. Le bénéficiaire est tenu d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, de la date prévue des travaux a minima 15 jours ouvrés avant le démarrage de ces derniers.

2.3. Préalablement au début des travaux et avant tout démontage de l'appentis, une mise en défens des milieux sensibles présents aux abords du site des travaux est réalisée sous le contrôle d'un représentant du Parc national.

Ce dispositif de mise en défens devra être imperméable à toute circulation (hommes, machines) et stockage, et sera maintenu en état pendant toute la durée des travaux.

Les zones abritant des espèces végétales d'intérêt patrimonial et situées à proximité immédiate du chantier (y compris zones de stockage des matériaux) sont mises en défens et préservées de toute intervention, piétinement, prélèvement ou dépôt de matériaux même temporaire (y compris pierres).

Leur repérage préalable devra être effectué par un représentant du Parc national du Mercantour.

2.4. Le bénéficiaire est tenu d'organiser préalablement à l'ouverture du chantier, une réunion sur site associant les services territorialement compétents du Parc national du Mercantour, afin de procéder sur l'ensemble du chantier, à l'identification et au balisage des éventuelles zones interdites au stationnement, à la circulation des engins et des personnes, au stockage des matériaux excédentaires issus des dégagements, même si ces stockages sont temporaires (milieux patrimoniaux).

• Prescriptions relatives aux déchets et risques de pollution accidentelle

2.5. Le chantier et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Le stockage temporaire des matériaux et déchets en extérieur sera réalisé de manière à éviter toute dégradation ou dispersion par l'homme, la faune sauvage ou les aléas météorologiques (pluie, vent, neige).

2.6. L'intégralité des résidus de matériaux et des déchets liés au chantier, y compris sur les emplacements de stockage temporaire, devra être collectée et évacuée en-dehors du cœur de parc vers une installation autorisée.

Ces résidus et déchets comprennent notamment :

- les résidus de repiquage et de décantation des maçonneries ;
- les matériaux issus du raclage et du régilage des sols intérieurs ;
- les emballages divers ;
- les résidus même biodégradables issus de la consommation de denrées alimentaires par les ouvriers du chantier.

Tout brûlage de résidus ou déchets est interdit, à l'exception des chutes de bois qui pourront être incinérées à l'intérieur du bâtiment d'alpage uniquement.

2.7. S'ils sont nécessaires aux travaux, les engins de type bétonnière, compresseur et groupe électrogène seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué. Ceux-ci seront installés sur des bacs de rétention pour éviter toute fuite dans le milieu naturel, de même que le(s) réservoir(s) d'hydrocarbure.

2.8. L'ensemble des engins, matériels et outils susceptibles de provoquer une pollution accidentelle (huile, liquides hydrauliques, hydrocarbure...) devra être en parfait état de fonctionnement et de propreté, l'étanchéité de tous les flexibles et éléments de moteur devant être assurée.

Toutes les équipes disposeront de kit anti-pollution et seront formées à leur utilisation.

2.9. Aucun rejet polluant issu des engins de chantier ou des outils thermiques (huiles, adjuvants ou hydrocarbures) ne devra être déversé dans le milieu naturel lors du chantier.

2.10. En cas de rejet polluant, le chef du service territorial concerné du Parc national du Mercantour devra être immédiatement informé, la reprise du chantier étant assujettie à son accord écrit et à la mise en œuvre des modalités de dépollution décidées d'un commun accord.

• Prescriptions relatives à la réalisation de la terrasse

2.11. Les pierres constituant le dallage sont en pierre de luserne.

2.12. La dalle est réalisée à la chaux.

2.13. Les dalles mises en œuvre sont d'une taille suffisamment large et les joints sont en mortier de chaux aussi fins que possible pour garantir une impression de calade. La couleur du mortier est également choisie pour une insertion optimale avec la couleur des dalles utilisées.

• Prescriptions relatives aux modalités d'accès, d'approvisionnement, de mise en œuvre et de tenue du chantier

2.14. Le chantier et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux.

2.15. L'ensemble des matériaux sera stocké de sorte à limiter au maximum les risques de lessivage et de dispersion par les aléas météorologiques, la faune sauvage ou les usagers des lieux.

2.16. L'intégralité des résidus de matériaux et des déchets liés au chantier, y compris sur les emplacements de stockage temporaire, devra être collectée et évacuée en-dehors du cœur de parc vers une installation autorisée.

Tout brûlage de ces résidus et déchets est interdit.

2.17. En cas de besoin, le compresseur et le groupe électrogène nécessaires aux travaux seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué. Ceux-ci seront installés sur des bacs de rétention ou des tapis absorbants adaptés pour éviter toute fuite dans le milieu, de même que le réservoir d'hydrocarbure.

2.18. Les maçonneries nécessaires aux travaux seront réalisées de telle sorte que les risques de ruissellement des laitances et de résidus solides soient réduits au maximum :

- mélanges réalisés sur des bâches étanches ou dans des bacs étanches ;
- pose et séchage au sec, hors période de pluie ;
- lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans le lavoir ou le cours d'eau ;
- évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.

2.19. Le présent avis conforme ne vaut pas autorisation

- de prélever des matériaux dans le cœur du parc national ;
- de circuler et de stationner en véhicule motorisé sur la piste d'accès au hameau ;
- de campement en ce qui concerne d'éventuelles installations temporaires de vie nécessaire au chantier, même à proximité de celui-ci.

Pour les besoins du chantier, ces activités devront faire l'objet de demandes ultérieures conformément à la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national.

Article 3 : Règles de caducité

Le présent avis conforme sera automatiquement caduc si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition au dossier numéro DP n°006 153 25 P0015.

Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus dans un délai supérieur à une année.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Conformément à l'article R.462-7 c) du code de l'urbanisme, le récolement à l'achèvement des travaux est obligatoire.

Article 5 : Autres obligations

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national.

Cet avis conforme ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé, ni aux droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.

Article 7 : Publication

Le présent avis sera communiqué au maire de la commune de Valdeblore et publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 28 juillet 2025

La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copie :

- Service territorial de la Vésubie

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.